



REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 3 septembre 2025

DATE DE PUBLICATION : 10 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf septembre, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF – M. JOLIVET - M. FAURE – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. BARAY
- M. BA à M. KHALID
- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme PASCAUD
- MGEUDJ à M. FAURE

EXCUSÉS :

- Mme CAYOUX
- M. TAVARES
- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PERIERS
- M. CELIK
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme RASAMOELY

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
**ST – Création d'un emploi permanent d'agent polyvalent
 d'entretien et de maintenance**

OBJET :
**ST – Création d'un emploi permanent d'agent polyvalent
d'entretien et de maintenance**

Directrice de secteur : Mme Laurence SURIEU

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Mme Laurence SURIEU

Mme Heugues : aux termes de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Afin de renforcer les services techniques, la Ville de Chalette sur Loing souhaite créer un **emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps complet pour exercer les fonctions d'agent polyvalent d'entretien et de maintenance au sein desdits.**

Cet emploi pourra être pourvu par un **fonctionnaire de catégorie C de la filière technique du cadre d'emplois de adjoint technique au grade d'adjoint technique territorial.**

Au regard de la spécificité de l'emploi, de l'expertise et des compétences attendues et si le recrutement d'un fonctionnaire s'avère infructueux, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel relevant de la catégorie C conformément à l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique qui permet aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le Code général de la fonction publique, de recruter un contractuel sur tout emploi permanent.

L'agent contractuel sera alors recruté par voie de **contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans** et au maximum pour une durée initiale de 3 ans.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Ce contrat sera renouvelable par reconduction expresse en respectant la procédure de recrutement mentionnée ci-dessus. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du grade de adjoint technique et du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Elle sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent contractuel ainsi que son expérience.

Au regard de ces éléments il est donc proposé au conseil municipal de créer un emploi permanent à temps complet de catégorie C de la filière technique , du cadre d'emplois des adjoints techniques au grade d'adjoint technique territorial pour exercer les fonctions d'agent polyvalent d'entretien et de maintenance aux services techniques et, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions d'autoriser Monsieur le Maire à recruter éventuellement un contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250911-DEL_2025_0913-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/09/2025

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.2, L.7 et L.332-8 2°,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire

Vu le tableau des effectifs,

Considérant le besoin de la Ville de Chalette sur Loing,

ENTENDU les explications du rapporteur,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DÉCIDE :

- de créer un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps complet de catégorie C de la filière technique du cadre d'emplois des adjoints techniques, au grade d'adjoint technique territorial, pour exercer les fonctions d'agent polyvalent d'entretien et de maintenance aux services techniques.
- de modifier, en conséquence, le tableau des effectifs.
- d'autoriser, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions, Monsieur le Maire à recruter un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique et à signer le contrat afférent.

PRECISE :

- que ce contrat sera d'une durée initiale de 3 ans renouvelable expressément, dans la limite de 3 ans.
- que la rémunération sera fixée en référence à l'échelle indiciaire du grade d'adjoint technique et du cadre d'emplois des adjoints techniques.
- que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.
- que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	25	
Votes pour	25	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250911-DEL_2025_0913-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/09/2025